

Café-géo de Montpellier du mardi 29 janvier 2013

Débat « Marseille-Provence 2013, capitale européenne de la culture »,

- Boris Grésillon (professeur de géographie à l'université d'Aix-Marseille, responsable de l'équipe "Villes, culture et grands projets" au sein du laboratoire Telemme), auteur du livre paru en 2011 *Un enjeu "capitale" : Marseille-Provence 2013*, Paris, Editions de l'Aube, 171p.,

- Clotilde Berrou (Architecte DENSAIS, Urbaniste, Mention au Prix Tony Garnier d'Urbanisme 2003 de l'académie d'Architecture, chef de projet ARM Architecture).

L'élection de Marseille comme capitale européenne de la culture a donné lieu à la création de projets audacieux, originaux et quelques fois assez fous dans tout le département des Bouches-du-Rhône, mais c'est un territoire complexe, donc difficile à fédérer. 600 événements au total : des expositions, la construction de nouveaux musées, mais également des projets décalés comme la conception d'un « GR 2013 » qui ferait découvrir aux touristes toutes les zones de Marseille qu'ils n'auraient jamais visitées comme les quartiers « sensibles », l'aéroport ou les usines de la ville. La réputation de Marseille est aujourd'hui acquise à travers l'image qu'elle véhicule. Boris Grésillon parle de « marketing urbain et culturel » de Marseille : l'attractivité de la ville et le potentiel succès de cette opération ne peuvent s'effectuer sans l'intermédiaire des médias. Le projet Marseille-Provence 2013 peut être abordé sous l'aspect spécifique de la géographie sociale : on peut se rendre compte de nombreux dysfonctionnements qui amènent à leur tour des questions et des problèmes liés à la ségrégation sociale, à la gestion politique, ou encore aux conflits d'intérêts grandissants.

Intervention de Boris Grésillon

1 ~ Les enjeux du projet

Comme pour toute capitale européenne de la culture, il y a des enjeux que Boris Grésillon regroupe en cinq grandes catégories :

* Les enjeux artistiques et culturels : l'objectif premier d'une capitale européenne de la culture est de mettre en avant ses atouts culturels sur un plan international. La désignation « capitale européenne de la culture » permet à une ville de mettre sur le devant de la scène internationale ses meilleures forces créatrices dans le domaine artistique. La collaboration internationale qui s'établit autour du projet permet aux acteurs de la culture locale d'être reconnus sur un plan européen.

* Les enjeux politiques : le projet Marseille-Provence 2013 regroupe trois villes principales du département des Bouches-du-Rhône que sont Marseille, Aix-en-Provence et Arles. Le rôle fédérateur de la capitale européenne de la culture a du mal à s'établir dans ces conditions car ces trois acteurs majeurs que sont les plus grandes villes du département, essaient de tirer séparément profit du projet. Il en va de même pour les huit intercommunalités qui sont incluses dans le périmètre de MP 2013, et qui semblent davantage rivaliser entre elles que coopérer. C'est la défense de ses propres intérêts face aux différents acteurs en présence. Les dissensions politiques qui en découlent peuvent affaiblir l'objectif fédérateur d'un tel projet.

* Les enjeux urbains : devenir une capitale européenne de la culture est une opportunité pour développer les projets urbains dans toutes les villes du département, à commencer par la ville-centre, Marseille. Depuis l'élection de Glasgow en 1990, le projet symbolisé par un tel événement est prétexte à de grandes opérations urbaines et à des projets de régénération urbaine. Les

instances politiques se servent de l'impulsion des investissements internationaux pour favoriser leur propre développement urbain. À Marseille, ces enjeux urbains se caractérisent notamment par l'édification d'un « waterfront culturel » le long du littoral de la Joliette, par la semi-piétonnisation du Vieux Port et par la relance de vieux projets abandonnés faute de moyens.

* Les enjeux économiques : comme partout, les capitales européennes de la culture sont victimes de la crise mondiale depuis l'année 2008. Face à ce problème majeur que constitue le besoin d'argent, les projets de ville qui en découlent font de plus en plus appel à des investissements étrangers. Les investisseurs qui répondent favorablement aux appels d'offre peuvent attendre plusieurs choses de ces investissements. Bien souvent, ces « grands sponsors » sont des entreprises privées en quête d'une retombée financière ou simplement d'une reconnaissance par la diffusion de leur image de marque à l'international, en sponsorisant certaines grandes opérations culturelles (festivals, expositions, musées...) de MP 2013.

* Les enjeux d'image : Marseille est une ville qui tente de profiter du projet Marseille-Provence 2013 pour attirer les touristes et les investisseurs. M. Gaudin, maire de Marseille, a tenté de capitaliser sur les investissements afin de donner une nouvelle dimension et une nouvelle image à sa ville.

* Les enjeux de métropolisation : si l'attractivité pendant l'évènement persiste après, alors on peut parler de réussite. Cependant Marseille est une ville pauvre, endettée, avec des retards d'équipements. Elle a aussi besoin de s'associer à d'autres villes proches, à identité forte, pour être au coeur d'une aire métropolitaine efficiente qui lui fait actuellement encore cruellement défaut. C'est pour cette raison que l'Etat français, par le biais du projet de lois de décentralisation actuellement discuté au Parlement, cherche à transformer l'aire métropolitaine marseillaise en une Métropole aux pouvoirs étendus qui se substituerait aux six intercommunalités existantes. Problème : à part la ville-centre, toutes les communes et les cinq autres intercommunalités rejettent vigoureusement ce projet de loi.

2 ~ Les problèmes inhérents au projet Marseille-Provence 2013

*** Marseille : une ville pauvre qui souffre de son insécurité**

Tout d'abord, il s'agit de bien comprendre que Marseille est « une ville malade au sein du territoire français ». La dette accumulée par la ville de Marseille ces dernières années n'a jamais diminué et le projet Marseille-Provence 2013 ne va faire que l'accroître. Les villes investissent en fonction de leur importance et de leur grandeur : ainsi, la ville de Marseille a investi 12,5M€ dans le projet contre seulement 7,5M€ pour Arles ou Aix-en-Provence. L'image de Marseille joue également en défaveur de la ville : l'insécurité grandissante, le phénomène des nouvelles mafias, une prison des Baumettes surpeuplée et délabrée ne font qu'altérer l'image positive de Marseille qui peut encore exister dans l'esprit des touristes et des investisseurs. Toujours selon Boris Grésillon, une gestion approximative de la ville est également la cause des dissensions sociales grandissantes. Marseille est une des seules – si ce n'est la seule – villes de la France dont la population de l'hyper-centre est une population pauvre.

*** Trop de dissensions politiques**

Le besoin de rassembler les différents acteurs politiques de ce projet se fait ressentir. Les autres grandes villes françaises ayant déjà été capitale européenne de la culture, étaient regroupées autour d'une agglomération fédératrice et efficace. À l'image d'un « Grand Lille », il n'existe pas de « Grand Marseille ». Ce manque de fédéralisme dans un département important engendre de nombreuses dissensions dans la gestion du projet Marseille-Provence 2013. L'aire métropolitaine marseillaise comporte près de 2,2M d'habitants, soit la même population que Paris intra-muros mais sur un territoire infiniment plus vaste. Pourtant, il semble que les volontés politiques

divergentes aient des difficultés à se fédérer efficacement et à se retrouver autour d'une structure institutionnalisée.

*** Des problèmes de circulation**

Les quartiers phocéens les plus pauvres sont exclus : les accès aux quartiers nord sont très peu nombreux et les 300000 habitants de ces quartiers sont très mal desservis. Ils ne peuvent quitter leur domicile qu'en bus s'ils souhaitent prendre les transports en commun. Pour une ville aussi grande que Marseille, il peut paraître incompréhensible qu'il ne puisse exister que deux lignes de métro. De plus, le coût du métro à Marseille est un des plus élevés de France, les liaisons ne s'effectuent plus à partir de 22h30 (sauf depuis avril 2013, mais sans garantie que le métro continue à fonctionner jusqu'à 0h30 une fois la capitale européenne de la culture terminée), ... Marseille est une ville très mal desservie : toute la partie urbaine nord qui correspond à ces quartiers, principalement habités par des populations pauvres et immigrées, est laissée de côté par des politiques qui préfèrent concentrer leurs efforts sur le centre de la ville. Boris Grésillon souligne à plusieurs reprises l'abandon de ces quartiers et donc d'une tranche de la population marseillaise.

Intervention de Clotilde Berrou : étude de cas : la Friche de la Belle de Mai

1 ~ Un projet urbain et social

Clotilde Berrou a proposé de dresser une genèse de ce site qu'est la Friche de la Belle de Mai. Située dans le troisième arrondissement, les quartiers nord, cette Friche a été l'objet d'un projet social et culturel très important. Depuis la naissance de ce projet, la Friche « se bat avec les politiques et les aménageurs pour exister ». Constituée des trois îlots des anciennes manufactures de tabac de Marseille, la Friche de la Belle de Mai est considérée comme « une création artistique pour le développement local, économique et social ». Elle représente aujourd'hui l'édification de cinq bâtiments en trois phases, sur 18 ans :

- En 1994 : la municipalité de Marseille rachète les locaux des anciennes manufactures de tabac de la ville dans le but de créer « un pôle de la culture ». Elle fait installer dans cette Friche de nouveaux habitants avec l'objectif d'apporter de l'extérieur une nouvelle culture et d'organiser de nouveaux événements.

- Suite à la nomination de Jean Novel à la tête du projet de la Friche de la Belle de Mai, une nouvelle phase s'étend de 2001 à 2007 : durant ces années, le projet culturel devient également un véritable projet urbain. Ces années sont aussi celles de la réhabilitation de la partie nord de la Friche. Le but étant de faire de la culture un enjeu économique et social, la Friche devient un pôle où l'on accueille les artistes et où l'on propose des formations permanentes. Le site devient alors « un réel morceau de ville dans un quartier ». Une partie des anciennes manufactures de tabac, la Cartonnerie devient une immense salle polyvalente pour accueillir de nombreux spectacles.

- Enfin, de 2007 à 2013, suite au succès de la réhabilitation de la Cartonnerie, les aménageurs se concentrent sur le reste de la Friche avec notamment la réhabilitation des magasins de la Tour, puis la construction du Campement, un ensemble de villages échos modernes et originaux. Dans le but d'attirer des gens de l'extérieur et de familiariser les populations aux quartiers nord, la mairie se lance dans la construction des Grandes Tables, un ensemble de bars et de restaurants afin d'augmenter l'attractivité de la Friche. Ainsi, les touristes peuvent se rendre dans ce quartier pour diverses raisons. La Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) se lance à son tour dans le projet de la Friche de la Belle de Mai afin de

rassembler employeurs, salariés, bénévoles et aménageurs autour d'un même objectif : le développement économique et culturel du quartier. Finalement, un ancien réservoir à eau sera remplacé par la Crèche, vaste construction de terrasses sur les toits de la Friche afin de proposer une visite guidée du quartier aux enfants. La mise en place de panoramas permet aux habitants du quartier de se tourner vers la ville et la mer tout en affirmant leur présence au reste de Marseille. Pour résumer ces dix-huit années de travail, la Friche de la Belle de Mai est un vaste ensemble qui se caractérise par : 80 structures, 500 événements par an, 1000 artistes, 120000 visiteurs par an, 180 partenaires internationaux, 3000 heures de formations, 500 personnes en activité quotidienne.

2 ~ Un projet inédit et novateur

La Friche de la Belle de Mai est un projet inédit dans le sens où c'est la première fois que la ville de Marseille entreprend de telles constructions. Tout d'abord, il s'agit d'un projet novateur puisque la Friche a pour premier objectif de mettre en valeur des quartiers par nature mis à l'écart et rejetés dans la conscience collective. Ensuite, la Friche de la Belle de Mai est aussi un projet culturel : elle a pour premier objectif de promouvoir les artistes et les populations mises à l'écart. Cette partie des quartiers nord est donc à elle seule le marqueur de nouvelles formes urbaines dans des prédispositions hostiles : il faut savoir que la Friche de la Belle de Mai est construite sur un terrain présentant près de 80 mètres de dénivelés.

« Les espaces publics » représentaient le maître mot de ce projet afin de réconcilier les habitants entre eux et de changer – enfin – le regard que l'extérieur pouvait porter sur ces quartiers, il faut bien le dire, défavorisés. Pour cela, les chefs de projets ont décidé de faire tomber un bon nombre de murs qui faisaient du site un « quartier bunker ». Ces murs étaient épais, les bâtiments vastes mais peu ouverts les uns sur les autres et surtout peu ouverts sur l'extérieur. Le Panorama a donc permis d'ouvrir le champ de vision de ces quartiers et de les faire connaître à leur juste valeur.

3 ~ La Friche de la Belle de Mai s'inscrit-elle dans le cadre du projet Marseille-Provence 2013 ?

En soi, la Friche de la Belle de Mai ne s'inscrit pas dans le processus de Marseille capitale européenne de la culture puisque son projet est bien antérieur à celui de Marseille-Provence 2013. Il n'est pas non plus caractéristique du projet Marseille-Provence 2013 en lui-même puisque sa mise en œuvre s'inscrit dans la continuité mais surtout dans la volonté de faire de la Friche un quartier qui s'inscrirait dans la pérennité.

Cependant, il demeure un problème éminemment intéressant d'un point de vue géographique qui est le suivant : il semblerait que les difficultés du projet de la Friche de la Belle de Mai soient similaires à celles de Marseille-Provence 2013 et soulèvent les mêmes problèmes. Il demeure que les quartiers dits « sensibles » sont pour la plupart marginalisés et exclus du centre, cœur névralgique de la ville, selon une volonté de repousser la pauvreté vers l'extrême limite géographique de la ville. Boris Grésillon souligne le fait que l'équipe municipale de M. Gaudin ne cherche pas à étendre les transports en communs dans ces quartiers afin de permettre à ses habitants de se rendre plus facilement dans l'hyper-centre, là encore dans un souhait d'éviction. Cet effet de marginalisation tend aussi à creuser un fossé social grandissant et à mettre en place une sorte de déterminisme qui consisterait à considérer dorénavant qu'un habitant pauvre soit condamné à le rester.

Autre problème également, le manque de fédéralisme entre les grands acteurs du projet Marseille-Provence 2013 tend à faire ressentir le besoin d'institutionnaliser les différentes alliances. Plusieurs tentatives ont déjà été testées mais la résistance de la ville d'Aix-en-Provence

semble une barrière à la formation d'une grande agglomération qui pourrait regrouper les villes d'Aix-en-Provence, d'Arles et de Marseille.

Ainsi, Marseille, à travers son projet Marseille-Provence 2013 soulève les problèmes inhérents à sa conception de la ville avec en premier lieu une ségrégation sociale forte.

Questions :

1 ~ En quoi l'architecture, et plus précisément l'exemple de la Friche de la Belle de Mai, apporte-t-elle un élément géographique à l'analyse du projet Marseille-Provence 2013 ?

Il est intéressant de voir et de comprendre le cas de la Friche de la Belle de Mai sous un angle de vue architectural car ce projet contribue aux valeurs qui ont guidé la conception de Marseille capitale européenne de la culture. En effet, comme pour tout type d'événement de cette ampleur, le projet Marseille-Provence 2013 et la réhabilitation de la Friche de la Belle de Mai, prônent l'équité sociale à travers les valeurs de l'engagement relationnel des différents acteurs. Cependant, la Friche de la Belle de Mai n'est finalement pas caractéristique du projet Marseille-Provence 2013 selon Boris Grésillon car Marseille en tant que capitale européenne de la culture ne s'est pas du tout construite comme la Friche. Car il faut bien comprendre que la culture n'a jamais été une priorité pour M. Gaudin et « la Friche était tout juste maintenue à flot parce qu'elle possédait un intérêt stratégique » d'après Clotilde Berrou. De fait, elle s'inscrit dans la pérennité, sa réhabilitation s'est étendue sur plusieurs décennies tandis que le projet Marseille-Provence 2013 a été organisé dans la précipitation. Boris Grésillon souligne que seulement 3700 bénévoles étaient présents sur le projet à deux jours de son inauguration à Marseille contre 12000 à Lille en 2004.

2 ~ Peut-on parler d'anticipation, d'une démarche en vue d'empêcher de réduire la mixité des événements dans le projet Marseille-Provence 2013 ? Ensuite, peut-on parler de gentrification des quartiers rénovés par ce projet ?

Il est vrai que beaucoup d'anciens habitants reviennent à la Friche mais la plupart d'entre eux avec une simple démarche de curiosité. On ne peut vraiment pas parler de gentrification à Marseille et ne va pas arriver tout de suite : il ne faut pas oublier que Marseille est une ville pauvre. L'hypercentre est lui-même très pauvre et les populations moyennes et aisées ne supportent plus la présence de ces pauvres en centre-ville. Tout ceci engendre des « discours politiques extrêmement crus ». Les investisseurs se font de plus en plus rares à cause de l'extrême pauvreté de et dans la ville. Le projet Marseille-Provence 2013 est donc une immense opportunité qui se présente à Marseille pour mener une double opération : d'une part une opération économique avec le développement de ses quartiers, d'autre part une opération culturelle qui doit être avant tout le premier objectif d'une capitale européenne de la culture. Pour le quartier d'affaires de Marseille, Euroméditerranée, situé sur la façade portuaire de la Joliette, Marseille-Provence 2013 est un accélérateur de projets. Si la gentrification ne peut pas se faire en ville à cause de l'omniprésence de la pauvreté, la construction de quartiers dont l'habitation est coûteuse vise à supprimer une tranche de la société au profit des plus riches. C'est pour cela que le projet Marseille-Provence 2013 a aussi pour vocation d'apporter une solution aux riches avec la construction d'immeubles et de logements chers, des bâtiments qui excluent donc les pauvres dans des quartiers pauvres. Ce phénomène a pour conséquence de chasser la pauvreté mais surtout de chasser les pauvres pour faire de la place aux riches. Les projets de la capitale européenne de la culture sont principalement placés dans ces quartiers de la Joliette et d'Arenc. Boris Grésillon parle d'un « supplément d'âme culturel donné au nouveau Marseille ». L'objectif précis de ce quartier est d'attirer une nouvelle clientèle principalement composée de cadres,

d'architectes, de professions libérales, par l'intermédiaire de bâtiments culturels d'un certain niveau. Le problème de la pauvreté n'est pas résolu, bien au contraire. Les quartiers pauvres du nord de la ville n'apprécient guère l'arrivée forcée de nouveaux pauvres obligés de fuir leur quartier dont les logements sont devenus trop chers.

3 ~ Quelle a été la part de la participation citoyenne dans les idées et la conception des projets ?

La part de participation citoyenne dans les idées et la conception d'un tel projet est souvent minimale. Comme dans toutes les villes capitales européennes de la culture, l'avis des citoyens est trop peu pris en compte. L'organisation des événements est dirigée par des directeurs extérieurs nommés qui choisissent eux-mêmes leurs chargés de mission qui à leur tour décident des acteurs qui œuvreront sur le terrain. La participation citoyenne est très faible dans le sens où ce sont des experts qui décident des opérations. Ils sont donc placés face à une situation économique et face à des investisseurs qui attendent des résultats. En ce sens, ils sont assez loin des préoccupations citoyennes. Marseille a développé une myriade d'associations plus ou moins culturelles qui œuvrent séparément en considérant leurs propres intérêts. On ne peut pas reprocher à Marseille de ne pas avoir tenu davantage compte des préoccupations citoyennes mais on peut reprocher à la ville de n'avoir rien fait pour œuvrer dans ce sens. Dans ce cas, la ville prend à son compte le risque d'un « effet boomerang ». Étant donné que les organisateurs du projet n'ont pas pris la peine de sonder la population et de considérer les attentes citoyennes, ils ne peuvent pas anticiper la réaction des masses. Le projet Marseille-Provence 2013 peut donc être bien accueilli ou violemment rejeté par la population. Déjà, certaines associations ont déploré le fait que la ville s'attache à donner des subventions à des associations d'artistes alors qu'une grande partie des ses habitants n'a pas les moyens de se nourrir. Prendre en compte l'avis des populations et travailler sur un régime de collaboration avec les initiatives qui viennent du bas, peut assurer à cette œuvre une pérennité incontestable alors que le principe de cette « ville violente » comme l'appelle Boris Grésillon est davantage fondé sur un fort clientélisme.

4 ~ Rapidement, quels sont les fonds d'investissements alloués au projet et quels sont ses limites d'un point de vue géographique ?

En plus des limites sociales dont il est question, il est alloué au projet des limites spatiales qui se définissent assez bien par les contours du département des Bouches-du-Rhône. Considérer que le projet Marseille-Provence 2013 s'étend sur tout le département et atteint même la région de Toulon serait englober de manière générale et assez précise l'étendue spatiale de ce projet. D'un point de vue financier, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'Union Européenne n'investit presque pas dans le projet, c'est-à-dire seulement à hauteur de 1,5%. La plupart des investissements est effectuée par les collectivités locales en fonction de leur taille et de leur importance : Marseille investit 12,5M€, l'Etat 12M€, Arles et Aix-en-Provence 7,5M€ chacune. Il faut ajouter à cela la participation financière du département des Bouches-du-Rhône et de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, ce qui totalise près de 75M€. Enfin, 15M€ supplémentaires sont alloués au projet par les « grands sponsors ». Parmi ces investisseurs, nous retrouvons trois firmes nationales dont Orange et La Banque Postale. Puis deux entreprises locales contribuent au projet : Eurocopter et La Société Marseillaise de Crédit. À cela s'ajoutent les investissements venant de l'étranger se manifestant principalement dans les constructions culturelles ou immobilières.

Compte-rendu rédigé par Clément BONORA

